
Fonds monétaire international: financerait-il la déforestation?

Contrairement à ce qui s'est passé dans le cas de la Banque mondiale, les dénonciations des impacts sur les forêts causés par la politique forestière du FMI n'ont reçu qu'une faible attention. Pourtant, les crédits et les politiques du Fonds monétaire international (FMI) ont été à l'origine de sévères processus de déforestation dans des pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie.

A travers l'imposition de ses "programmes d'ajustement structurel", le FMI influence les politiques et les pratiques économiques des pays, ses crédits étant conditionnés à l'acceptation d'une série de mesures de libéralisation du commerce et de l'investissement. En association avec la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce, le FMI a contribué à promouvoir un modèle de privatisation, de dérégulation, d'investissements étrangers et de croissance, à vocation exportatrice. A travers ces politiques, le FMI impose une recette unique à tous, théoriquement afin de favoriser une croissance économique permettant aux pays du Sud d'obtenir des revenus en devises fortes. Cependant, la plupart des pays clients du FMI n'ont pas atteint les objectifs de développement fixés, et, par-dessus le marché, le résultat général à l'issue de l'application de ses politiques forestières est dévastateur.

Même si les artifices de la globalisation corporative affirment que la libéralisation du commerce et des investissements constitue la meilleure stratégie pour progresser quant à la protection de l'environnement, les faits montrent que les fonds initialement affectés aux programmes environnementaux ont été bloqués par les réductions budgétaires significatives imposées aux pays par le FMI. Les dépenses publiques consacrées à des programmes environnementaux ont été substantiellement réduites au Brésil, au Nicaragua, en Guyane, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en Indonésie, en Tanzanie et au Cameroun. Les réductions budgétaires introduites par le FMI ont empêché le développement des activités suivantes:

- Promotion de l'usage responsable de la forêt et du développement durable
- Application de mesures de protection des forêts et de la faune
- Prévention de catastrophes minières
- Démarcation de terres indigènes

Par ailleurs, le financement insuffisant que reçoivent les organismes régulateurs a créé les conditions propices:

- Aux coupes forestières généralisées, dont celles des parcs nationaux et des réserves protégées
- A la corruption au niveau des systèmes de contrôle
- A l'impossibilité de réagir rapidement face aux catastrophes naturelles
- A l'expansion du braconnage des espèces en danger

La prospérité économique à long terme doit reposer sur des modèles de développement durable. A la place de celui-ci, le FMI priorise les mesures de libéralisation économique au lieu de tendre vers des objectifs clés au niveau social et environnemental. Les principaux mécanismes de libéralisation économique du FMI comprennent: la réduction des taxes à l'importation; la flexibilisation des lois et

des règlements régissant les exploitations minières et forestières; l'élimination des barrières à l'exportations du bois de grume; des exonérations fiscales aux sociétés étrangères; la levée des interdictions concernant les investissements étrangers dont la propriété de la terre; toute autre forme d'élimination des barrières commerciales. La mise en application de ces mécanismes de libéralisation -clairement orientés à bénéficier les corporations transnationales- a entraîné de sérieux impacts sur les forêts du monde entier ainsi que sur les moyens de vie des peuples qui les habitent. La formule employée par le FMI a accéléré la déforestation dans trop de pays déjà, sans aucune amélioration réelle des sauvegardes environnementales.

En outre, les politiques du FMI ont eu, indirectement, des impacts sur les forêts aussi bien que sur la faune, à travers l'aggravation de la pauvreté dans plusieurs pays tropicaux. La transplantation de communautés, la dévaluation de la monnaie nationale, l'élimination des services sociaux, ainsi que les autres mesures promues par le FMI qui font baisser le niveau de vie des populations locales, font que la population rurale de nombreux pays ait été obligée d'exploiter les ressources forestières afin de satisfaire leurs besoins de base.

Des preuves plus que suffisantes existent dans le monde entier qui montrent que les activités du FMI sont destructives et qu'elles constituent une réelle menace pour les forêts et ceux qui les habitent ou qui dépendent de celles-ci. La réitération des processus de dégradation des forêts dans les pays où le FMI a joué un rôle important remet en question sa crédibilité lorsqu'il affirme que ses politiques ne nuisent pas à l'environnement ou que le domaine environnemental ne fait pas partie de son mandat. Les soucis environnementaux sont effectivement toujours absents de ses politiques; par contre, les impacts, eux, sont toujours présents. L'évidence disponible montre clairement que la protection des forêts à échelle mondiale ne sera pas possible sans un retournement dans l'approche actuelle du FMI. Elle ne sera pas possible non plus si l'on ne neutralise pas sa capacité de promouvoir et d'imposer des politiques qui nuisent aux forêts.

Article extrait du rapport: "The IMF: Funding Deforestation", Jason Tockman, American Lands Alliance. Le texte intégral du rapport est disponible sur (en anglais):
<http://www.wrm.org.uy/actors/IMF/Jason.doc>